

NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/2036/Add.1
1er septembre 1951

FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 29 (b)

REFUGIES ET APATRIDES

RAPPORT DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES
A L'ASSEMBLEE GENERALE (DEUXIEME PARTIE)

Les membres du Conseil se souviendront qu'en juin 1951 j'ai eu l'honneur de soumettre, sur les cinq premiers mois d'activité du Haut-Commissariat, un rapport qui est contenu dans le document E/2036. Depuis lors, l'événement le plus marquant qui intéresse l'exécution de mes fonctions a été l'adoption de la Convention des Nations Unies relative au statut des réfugiés.

Conformément à la résolution 429 (V) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1950, le Secrétaire général a invité les Gouvernements Membres et non Membres de l'Organisation des Nations Unies à envoyer des représentants à une conférence de plénipotentiaires, pour achever de rédiger, et pour signer, une convention relative au statut des réfugiés. Cette conférence s'est réunie à Genève du 2 au 25 juillet et les représentants des Etats suivants y ont assisté :

Australie

Autriche

Belgique

Brésil

Canada

Colombie

Danemark

Etats-Unis

Egypte

France

Grèce

Irak

Israël

Italie

Luxembourg

Monaco

Norvège

Pays-Bas

République fédérale d'Allemagne

Royaume-Uni

Saint-Siège

Suède

Suisse (représentant également le
Lichtenstein)

Turquie

Venezuela

Yougoslavie

Cuba et l'Iran avaient envoyé des observateurs.

La Conférence a examiné le projet de Convention relative au statut des réfugiés, qui avait été élaboré par le Comité spécial pour les réfugiés au cours de sa seconde session, tenue à Genève en août 1950, ainsi que la recommandation relative à la définition des réfugiés auxquels devait s'appliquer la convention, qui était contenue dans une annexe à la résolution 429 (V) de l'Assemblée générale. On trouvera des détails complets sur l'historique de la Conférence et sur les documents qu'elle a utilisés dans l'Acte Final et la Convention relative au statut des réfugiés (doc. A/CONF/2/108).

Les trois groupes de réfugiés qui rentrent dans le cadre de la Convention sont définis à l'article I. Ce sont : a) les personnes qui ont été considérées comme réfugiés avant la seconde guerre mondiale; b) les personnes considérées comme réfugiés en vertu de l'acte constitutif de l'Organisation internationale pour les réfugiés; c) les personnes qui sont devenues des réfugiés à la suite d'événements survenus avant le 1er décembre 1951. A propos de cette dernière catégorie de réfugiés, il y a lieu de signaler que le texte soumis à la Conférence n'a pas spécifié que ces événements devaient nécessairement s'être produits en Europe. A cet égard, la définition se conformait à celle qui était contenue dans le statut du Haut-Commissariat pour les réfugiés. La Conférence a soigneusement étudié la question et a finalement décidé d'autoriser chaque Etat contractant à faire, au moment de la signature, de la

....

ratification ou de l'adhésion, une déclaration spécifiant s'il entend que la formule "événements survenus avant le 1er janvier 1951" soit comprise comme signifiant soit des événements survenus en Europe, soit des événements survenus en Europe et ailleurs, avant cette date.

La Conférence a modifié les termes de la résolution 429 (V) de l'Assemblée générale, qui traitait de la question des réfugiés bénéficiant de la protection ou de l'assistance d'organismes des Nations Unies autres que le Haut-Commissariat. Aux termes de cette résolution, les personnes qui bénéficient actuellement de la protection ou de l'assistance d'autres organismes des Nations Unies, devaient être exclues du régime de la Convention. Toutefois, le statut du Haut-Commissariat dispose que les personnes qui continuent à bénéficier de cette protection, ou de cette assistance doivent être soustraites au mandat du Haut-Commissaire. La Conférence a décidé d'harmoniser plus étroitement le texte de la définition de la Convention et la clause pertinente du statut du Haut-Commissariat en ajoutant la phrase suivante:

"Lorsque cette protection ou cette assistance aura cessé pour une raison quelconque, sans que le sort de ces personnes ait été définitivement réglé conformément aux résolutions y relatives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, ces personnes bénéficieront de plein droit du régime de la présente Convention."

Les membres du Conseil se souviendront que, en vertu du statut du Haut Commissariat, je suis chargé de surveiller l'application des conventions internationales pour la protection des réfugiés relevant de mon mandat. Cette fonction du Haut-Commissariat est reconnue par l'article 35 de la Convention, par lequel les Etats contractants s'engagent à coopérer avec le Haut Commissariat ou toute autre institution des Nations Unies qui lui succéderait, en particulier pour faciliter sa tâche de surveillance de l'application des dispositions de cette Convention.

Les Etats contractants s'engagent également à fournir au Haut-Commissaire des informations concernant la mise en oeuvre de la Convention, la condition des réfugiés, et les lois, règlements et décrets concernant les réfugiés. A cet égard je dois signaler que l'article 35 est l'un de ceux à propos desquels les Etats contractants sont autorisés par l'article 42 de la Convention à formuler des réserves.

A la date du présent rapport la Convention a été signée par les quatorze Etats suivants:

Autriche	Pays-Bas
Belgique	Royaume-Uni
Colombie	Suède
Danemark	Suisse et Lichtenstein
Israël	Turquie
Luxembourg	Yougoslavie
Norvège	

Le Gouvernement fédéral d'Allemagne a fait connaître son intention de signer prochainement la Convention. La Convention demeurera ouverte à la signature au Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies, à New-York, du 17 septembre 1951 au 31 décembre 1952.

La Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de dépôt du sixième instrument de ratification ou d'adhésion.

La conclusion de cette Convention a été une tâche de longue haleine. Les résultats ne sont pas aussi généreux pour les réfugiés que certains l'avaient espéré mais, considérée dans son ensemble, la Convention constitue un progrès réel en vue d'assurer aux réfugiés l'exercice des droits de l'homme. Il convient d'espérer qu'un nombre élevé d'Etats adhéreront à la Convention et donneront ainsi un fondement solide en droit international aux droits des réfugiés.